Gouvernance internationale de l'eau : un levier de paix contre l'instabilité mondiale

MARDI 24 MARS 2026

Avis adopt

→ Quelle gouvernance internationa
une gestion durable de l'eau ?

TRAVAUX PUBLIÉE LE 24/03/2026

Saisine liée : LA GOUVERNANCE INTERNATIONALE FACE AUX ENJEUX DE LA GESTION DURABLE DE L'EAU

Avis adopté "La gouvernance internationale face aux enjeux de la gestion durable de l'eau"

Face à une « faillite hydrique » qui menace la stabilité internationale, le CESE publie ses préconisations sur la gestion internationale de l'eau. À l'aube de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2026, l'assemblée de la société civile appelle à placer l'eau au cœur des modèles de développement et de la paix mondiale.

L'avis sur la "gouvernance internationale de l'eau" a été adopté à l'unanimité en séance publique mardi 24 mars avec 143 voix pour.

Lire l'avis

Lire l'essentiel de l'avis (2 pages)

Un constat d'urgence face à une « faillite hydrique »

L'eau est **un bien commun mondial**. Pourtant, la communauté internationale fait face à une « faillite hydrique » structurelle. Ce déséquilibre profond se traduit par des chiffres alarmants : 2,1 milliards de personnes n'ont toujours pas un accès sécurisé à l'eau potable, tandis que les écosystèmes s'effondrent.

Pour le CESE, affirmer que l'eau est une priorité est indispensable, mais cela n'est plus suffisant .

> *Il est impératif de reconnaître l'eau comme une ressource vitale transversale, impactant tous les secteurs : agriculture, énergie, santé, industrie et solidarité internationale.*

La crise de l'eau à laquelle nous faisons face ne relève **pas seulement de pénuries locales** mais des **déficits structurels** qui combinent dérèglement climatique, croissance démographique, et intensification des usages de l'eau.

L'horizon 2026 : l'objectif de la 3ème Conférence des Nations Unies sur l'Eau

En vue de la 3ème Conférence des Nations Unies sur l'Eau (Abou Dhabi, décembre 2026), le CESE a analysé **les failles de la gouvernance actuelle**. L'objectif est de **proposer des leviers opérationnels** pour renforcer la cohérence et la légitimité de l'action multilatérale.

Les enjeux de la conférence sur l'eau

• Pérenniser et poursuivre les avancées en matière de gouvernance mondiale de l'eau.

• Mobiliser les financements à la hauteur des besoins.
• Renforcer la coopération internationale et, notamment, les accords transfrontières.
• Définir des objectifs et des engagements.
• Poursuivre les ODD au-delà de 2030.

Dans un contexte d'affaiblissement de certains cadres multilatéraux et de tensions autour du partage des ressources transfrontalières, la capacité de la communauté internationale à **garantir une gestion coopérative et durable de l'eau** est un enjeu central.

Quelles réponses aux défis de la gestion internationale de l'eau ?

Le CESE formule **14 préconisations opérationnelles**, voici certains grands axes de propositions.

1. Une diplomatie de l'eau pour la paix

Avec 153 pays partageant des ressources transfrontalières, l'eau doit devenir un levier de coopération, au risque de voir émerger des conflits. Dans un contexte international marqué par la multiplication des crises climatiques, géopolitiques et environnementales, les enjeux liés à l'eau prennent une dimension stratégique croissante. C'est dans ce cadre que s'inscrit la notion d'hydrodiplomatie que le CESE invite à promouvoir.

? L'hydrodiplomatie permet de s'entendre sur des règles communes de gestion, en particulier dans les bassins transfrontaliers, et permet de maintenir le dialogue.

2. Renforcer les instances onusiennes

La gouvernance actuelle est trop fragmentée. Le CESE appelle à renforcer les moyens et le pouvoir de coordination d'ONU-Eau. Il propose également de pérenniser le cycle des Conférences des Nations Unies tous les trois ans pour maintenir une pression politique constante sur l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable (ODD) n°6.

3. L'assainissement et les eaux vertes : des sujets majeurs à mettre en lumière

Parler d'assainissement est complexe et souvent négligé. Le CESE insiste sur l'urgence de l'assainissement et de l'hygiène, piliers de la santé publique mondiale, et demande un engagement financier et technique massif des bailleurs de fonds sur ce volet spécifique.
Aucun texte international ne traite actuellement de la question des eaux vertes.

? Par **eau verte**, on entend « la part de l'eau issue des précipitations atmosphériques qui est absorbée par les végétaux ». Il est donc essentiel d'intégrer les avantages de l'eau verte dans la manière dont nous gérons l'utilisation des terres et les habitats naturels et d'orienter les investissements pour leur conservation.

4. Prévenir les conflits d'usage de la ressource en eau

Les prélèvements d’eau douce ont triplé en 50 ans. Avec la multiplication des usages et des besoins (irrigation agricole, besoins domestiques, industriels, énergétiques et écologiques) des conflits et une mise en concurrence sont susceptibles d’apparaitre entre acteurs.

L’un des enjeux majeurs consiste à assurer la sécurité alimentaire et le bien-être d’une population toujours plus nombreuse dans le contexte d’une raréfaction de la ressource en eau.

Lire l'avis

Lire l'essentiel de l'avis (2 pages)

Les rapporteurs

- Lucien Chabason est Conseiller à la direction de l’Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI), qu’il représente au sein du groupe Environnement et Nature. Il siège à la Commission des Affaires européennes et internationales du CESE.
- Jean-Yves Lautridou représente la Fédération Communication Conseil Culture (F3C) au sein du groupe CFDT du CESE. Il siège aux commissions Économie et finances, Affaires européennes et internationales, ainsi qu'à la délégation aux Outre-mer.

© - copyright CESE - Octobre 2026